Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales
7 janvier 2005
N°247 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

LA CIA À VISAGE HUMAIN

Les ONG, nouveau bras de la diplomatie US

C'est à tort que les récents évènements de Géorgie et d'Ukraine ont été qualifiés de « *révolutions* » : ils ne visaient pas à changer des sociétés, mais uniquement à provoquer des alternances au profit d'alliés des États-Unis. La contestation et les mouvements de rue ont été encadrés par des ONG, directement ou indirectement financées et pilotées par Washington, selon un plan explicité il y a plus d'un an dans un rapport officiel de l'USAID. En quelques années, des ONG se sont muées en chevaux de Troie du département action de la CIA.

page 2

Les difficiles nominations de l'administration Bush II

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Les nominations de l'équipe Bush II sont plus difficiles que prévues. Après le retrait de Bernard B. Kerik et le refus de Joe Lieberman, les postes de secrétaire à la sécurité de la patrie et de directeur central du renseignement restent vacants. Par ailleurs, John Cornyn et Newt Gingrich viennent à la rescousse d'Alberto Gonzales mis en cause par des officiers de hauts rang et de Donald Rumsfeld soumis à une fronde de l'état-major.

page 9

REPÈRE : 5 JANVIER 1463

François Villon échappe au bourreau et disparaît

« *Écornifleur émérite, d'habitudes crapuleuses, souteneur de la grosse Margot et camarade des écumeurs de la Maubert* », François de Montcorbier, mieux connu sous le nom de son protecteur Guillaume de Villon, est considéré le plus grand poète lyrique du Moyen-âge. En 1455, il avait blessé mortellement, rue Saint-Jacques, un prêtre qui lui avait cherché querelle à propos d'une fille. À la suite de cette affaire, Villon s'était absenté de Paris, rejoignant le bande de brigands « La Fraternité de la Coquille ». Vagabond à travers la France, voleur et détrousseur, grand amateur de ripailles, ce professeur des Écoles de Paris écrit alors des ballades et poèmes dans la langue des truands, chose inédite pour l'époque. Gracié par le roi Louis XI qui l'apprécie, Villon revient à Paris et est à nouveau emprisonné et condamné à mort en 1462 pour avoir blessé un prévot dans une rixe. Dans l'attente de l'exécution, il écrit *La Ballade des pendus* où il donne voix aux condamnés qui vont mourir sur le gibet. Le 5 janvier 1463, sur insistance royale, la peine de mort est commuée en exil forcé pendant 10 ans. François Villon quitte alors Paris et disparaît sans laisser aucune trace. ■

APRÈS KOFI ANNAN, MOHAMMED EL BARADEI ÉGALEMENT VISÉ PAR LA MAISON-BLANCHE

Le *Washington Post*, en décembre 2004, a révélé que la Maison-Blanche écoutait les conversations téléphoniques entre Mohammed El Baradei et les diplomates iraniens, dans le but d'obtenir des éléments qui pourraient compromettre sa réélection en novembre prochain à la tête de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA). En effet, à l'instar de l'Union Européenne, il a adopté une démarche de négociations vis-à-vis de l'Iran, tandis que la Washington a choisi la confrontation et veut donc écarter M. El Baradei pour imposer sa ligne à l'AIEA. Comme pour l'ONU contre laquelle les États-Unis mènent une croisade médiatique après y avoir planté des micros, il s'agit d'une nouvelle tentative de remettre en cause le multilatéralisme des institutions internationales, avec de plus en filigrane l'objectif d'un « *changement de régime* » en Iran. La Maison-Blanche a refusé de commenter les révélations du *Washington Post*, tandis que Mohammed El Baradei vient d'exprimer publiquement son inquiétude à l'idée qu'elles soient avérées. ■

La CIA à visage humain

Les ONG, nouveau bras de la diplomatie US

C'est à tort que les récents évènements de Géorgie et d'Ukraine ont été qualifiés de « *révolutions* » : ils ne visaient pas à changer des sociétés, mais uniquement à provoquer des alternances au profit d'alliés des États-Unis. La contestation et les mouvements de rue ont été encadrés par des ONG, directement ou indirectement financées et pilotées par Washington, selon un plan explicité il y a plus d'un an dans un rапport officiel de l'USAID. En quelques années, des ONG se sont muées en chevaux de Troie du département action de la CIA.

Manifestation à Kiev le 6 novembre 2004

Le renversement du président géorgien, Edouard Chevardnadze, en novembre 2003, et l'arrivée au pouvoir en Ukraine de Viktor Yushchenko en décembre 2004 consacrent, selon la plupart des politologues européens, le triomphe de la société civile démocratique dans les anciens satellites soviétiques. À entendre les commentaires lénifiants de la presse dite « *occidentale* », on ne peut que se réjouir de la façon dont les populations asservies par l'ancienne URSS prennent aujourd'hui leur destin en main et rejoignent, comme il se doit, le seul camp valable que représente, au choix l'Occident, l'Europe ou l'OTAN. Ceci, grâce au formidable travail de terrain et de mobilisation mené par de nombreuses organisations non-gouvernementales locales ou étrangères pour convaincre les Géorgiens, les Ukrainiens et peut-être demain les Biélorusses, de l'importance

de faire valoir leurs droits.

La réalité est plus complexe et assurément moins idyllique. Il semble en effet que, dans la droite ligne des théories du politologue états-unien Gene Sharp développées au sein de l'Albert Einstein Institution [1], les États-Unis aient élaboré, depuis la fin officielle de la Guerre froide, une nouvelle doctrine des coups d'État *soft*, utilisant des techniques non-violentes. En s'inspirant de l'efficacité des luttes politiques menées par Mohandas K. Gandhi en Inde, Washington tente depuis une dizaine d'années de renverser les gouvernements qui lui déplaisent à l'aide d'un dispositif qui lui assure le soutien de l'opinion publique internationale.

Au cœur de cette nouvelle doctrine, les Organisations non-gouvernementales, si populaires auprès des médias, ont un rôle déterminant. Comme le note le journaliste de *Counterpunch* Jacob Levich : *« les organisations non-gouvernementales - ces associations théoriquement indépendantes et réputées humanitaires, connues sous le nom d'ONG - sont désormais ouvertement intégrées dans la stratégie d'ensemble de Washington pour consolider sa suprématie globale »* [2].

Le fait que la plupart des ONG, et tout particulièrement les plus importantes, soient financées par des fonds « privés-publics » n'est pas nouveau. Les agences d'aide gouvernementales ont depuis longtemps pour objectif de subventionner, au moins en partie, des organisations humanitaires spécialisées dans le développement. De nombreuses ONG acceptent également des financements de l'Open Society Institute de George Soros, alors même que les liens de ce dernier avec la diplomatie sous-terraine états-unienne sont désormais connus de tous [3]. Pourtant, pendant de nombreuses années, la nature contestable de ces financements - en ce qu'ils mettent à mal la définition d'une organisation **non gouvernementale** - n'influait pas réellement sur l'intégrité de leurs activités. Le nombre d'ONG soutenues par l'Open Society Institute, par exemple, excluait que cet outil puisse servir à contrôler la multitude des projets mis en œuvre [4].

Les choses ont cependant évolué depuis le début des années 2000, et ce de façon délibérée. Par le passé, les États-Unis avaient pris l'habitude de financer des groupes politiques et des guérillas armées, mais aussi des syndicats [5]. Depuis l'arrivée au pouvoir de George W. Bush, en janvier 2001, les ONG ont petit à petit été intégrées dans l'appareil d'ingérence états-unien.

L'idée a fait son chemin, d'abord dans des think-tanks néoconservateurs, puis au sein de l'United States Agency for International Development (USAID) [6]. Cette agence gouvernementale états-unienne qui dépend du Département d'État est l'équivalent du ministère de la Coopération en France. Fondée en 1961 par John F. Kennedy, l'USAID *« soutient la croissance économique équitable et à long terme et promeut la politique étrangère états-unienne en soutenant : la croissance économique, l'agriculture et le commerce ; la santé ; la démocratie, la prévention des conflits et l'assistance humanitaire »*. Pour ce

faire, elle doit suivre des directives du Département d'État et est financée par des fonds publics. Son action sur le terrain consiste principalement à redistribuer ces fonds dans les pays que Washington souhaite « *aider* », notamment par l'entremise d'organisations non-gouvernementales [7].

L'arrivée au pouvoir d'une administration belliciste en janvier 2001 ne pouvait pas être sans conséquence pour un organisme aussi lié à la politique étrangère états-unienne. D'autant que le directeur de l'Agence, Andrew S. Natsios, est un proche de la nouvelle équipe : adepte du « *conservatisme compassionnel* », il a participé à l'équipe de campagne électorale de George H. W. Bush en 1980, par lequel il fut ensuite nommé au Bureau d'Aide pour les Catastrophes à l'étranger en 1988, avant de rejoindre l'association caritative chrétienne WorldVision à partir de 1992 [8]. À l'unisson de la Maison-Blanche, l'USAID a donc modifié son rapport avec les ONG pour les intégrer progressivement dans l'appareil d'ingérence articulé autour de la NED/CIA. C'est ce que révèle la lecture d'un rapport publié par l'agence en janvier 2003 et passé totalement inaperçu en pleine période de préparation de la guerre en Irak. Il détaille la façon dont le Département d'État souhaite désormais instrumentaliser les organisations non-gouvernementales.

Intitulé *Aide internationale au nom de l'intérêt national : Promouvoir la liberté, la sécurité et l'opportunité*, on peut y lire les nouvelles priorités de l'USAID. Désormais, l'Agence ne concevra plus ses programmes à la seule fin de soulager la misère humaine, mais s'engagera plutôt à *« encourager des réformes démocratiques »* [9]. Ce changement de politique fait écho à la nouvelle *Stratégie de sécurité nationale pour les États-Unis* publiée par la Maison-Blanche en septembre 2002. L'administration Bush y affirme la nécessité d'assurer sa sécurité en instaurant, dans les pays ennemis, des régimes démocratiques. Une position entièrement reprise à son compte par l'USAID qui prévoit que les régimes « *amis* » soient récompensés par l'attribution de financements pour des projets de développement, tandis que les pays « *hostiles* » seront l'objet de programmes de « *réformes* » menées par des organisations non-gouvernementales.

Celles-ci, constatent en effet les auteurs, sont de plus en plus dépendantes de leurs bailleurs de fonds et ont perdu en conséquence beaucoup de leur indépendance : *« les ONG travaillaient auparavant à bonne distance de donateurs gouvernementaux, mais avec le temps cette relation est devenue plus intime »*. En clair, les gouvernements exercent aujourd'hui un contrôle accru sur les programmes qu'ils financent, ce qui ouvre la voie à l'instrumentalisation. C'est d'ailleurs ni plus, ni moins, ce que propose de faire l'USAID. Dans une formule à peine voilée, l'agence explique comment se servir des ONG pour réaliser des coups d'État : *« Il est possible d'apporter une aide aux réformateurs qui permettront d'identifier les gagnants et les perdants les plus importants, de développer la construction de coalitions et de stratégies de mobilisation, et d'élaborer des campagnes de relation publique. (...) Une telle aide peut représenter un investissement pour le futur, lorsqu'un changement politique donnera le pouvoir réel aux réformateurs »* (page 51).

C'est précisément ce qui s'est passé en Géorgie en novembre 2003. Jusqu'ici allié indéfectible des États-Unis, le président Edouard Chevardnadze a

subitement subi des critiques de Washington sur sa « *gouvernance* » démocratique du pays, après qu'il eut entamé un rapprochement avec la Russie de Vladimir Poutine. C'était tout l'objet de la visite de James Baker III en Géorgie à l'été 2003, au cours de laquelle l'ancien secrétaire d'État a mis en garde le président géorgien et l'a invité à assurer la légalité des élections législatives. Un discours qui a permis de légitimer par la suite l'arrivée en nombre d'organisations non-gouvernementales afin de contrôler les modalités du scrutin.

Mikhail Saakachvili

Parallèlement, Washington a appliqué à la lettre les recommandations de l'USAID en formant de toute urgence un successeur pro-états-unien en la personne de Mikhail Saakachvili. Pendant l'été, cet avocat diplômé du barreau de New York et ancien membre du gouvernement géorgien est invité à un séminaire à Belgrade *« pour y apprendre comment faire "une révolution de velours" comme celle des Serbes. M. Saakachvili a reçu des instructions détaillées qu'il a suivies à la lettre »* [10]. Ce séminaire était organisé par le Centre pour résistance non-violente de Belgrade, une ONG subventionnée par l'Open Society Institute de George Soros [11]. Dans le même temps, le « philanthrope » finance un mouvement de jeunes opposants - parfois âgés d'à peine quinze ans - pour créer sur place les conditions d'un soulèvement populaire. Intitulé Kmara (Assez !), cette organisation est calquée sur le modèle du mouvement serbe Otpor qui avait défié Milosevic à Belgrade en 2000, déjà grâce à des financements de l'Open Society de Soros. De nombreux cadres d'OTPOR ont ainsi été envoyés en Géorgie pour y former les futurs cadres de la « *révolution non violente* ».

Logos des organisations Otpor et Pora
Deux organisation de jeunesse encadrées par les services secrets états-uniens

L'élément déclencheur est également confié à des organisations non-gouvernementales. Il s'agit de mettre en cause la régularité du processus électoral lors des législatives de novembre 2003. Celles-ci voient la victoire limitée des formations pro-gouvernementales, juste devant l'opposition incarnée par Mikhail Saakachvili et Nina Burdjanadze, présidente du Parlement. Mais ce n'est pas à ces deux personnalités que revient le droit d'initier la contestation. C'est un responsable états-unien qui s'en charge, en la personne d'Adam Ereli, porte-parole adjoint du Département d'État. Ce dernier évoque des *« fraudes massives »* et *« de larges manipulations du décompte des voix »*. Il fonde son propos sur l'écart existant entre les chiffres donnés par la

commission électorale géorgienne, près de trois semaines après le scrutin du 2 novembre, et ceux fournis par des « *organisations indépendantes réputées* » [12].

Le rôle des ONG est ici encore déterminant : les sondages ont en effet été menés par deux organismes distincts. Le premier, la Fair Elections Society (ISFED) est financé par le British Council et, du côté états-unien, par l'USAID et la NED via le National Democratic Institute, l'International Foundation for Election Systems (IFES) et l'International Republican Institute [13]. Le second sondage a été réalisé par une société états-unienne spécialiste en analyse électorale, le Global Strategy Group, avec l'aide de l'Open Society Georgia de George Soros, de l'Eurasia Foundation (elle-même financée par l'USAID et dirigée par un ancien responsable du département d'État, Charles William Maynes) et de la chaîne de télévision « *indépendante* » Rustavi 2, créée en 1994 grâce à un financement de George Soros [14].

Parallèlement, des associations géorgiennes de droits de l'homme diffusent sur leur site internet et par le biais de communiqués des rapports alarmants sur la répression de l'opposition par le pouvoir en place et sur l'omniprésence de la corruption. Ces affirmations, qui sont reprises à l'envi par les médias d'Europe occidentale, émanent en réalité d'une source principale, l'ONG Liberty Foundation. Celle-ci est financée par l'USAID et était dirigée jusqu'en mai 2003 par... Mikhail Saakachvili [15].

Le dispositif est trop puissant pour pouvoir échouer. Fin novembre, Edouard Chevardnadze quitte le pouvoir. Il est remplacé par la présidente du Parlement Nina Burdjanadze, jusqu'à l'élection à la présidence de Mikhail Saakachvili, en janvier 2004. Ce dernier n'oublie pas la « société civile » qui l'a porté au pouvoir. Le présentateur vedette de la chaîne Rustavi 2, Nika Tabatadze, devient adjoint au ministre des Affaires étrangères, avant d'être nommé PDG de la chaîne en octobre 2004 [16]. Le responsable de l'Open Society Institute en Géorgie de l'époque, M. Kakha Lomaia, est lui nommé ministre de l'Éducation du gouvernement Saakachvili. D'autres personnalités passent avec lui du rang de « *membres d'organisations non-gouvernementales* » à celui de membres du gouvernement.

Le même scénario s'est selon toute vraisemblance répété en Ukraine en novembre-décembre 2004 [17]. On y retrouve en effet, pêle-mêle, un mouvement d'opposition financé par George Soros, un candidat d'opposition très proche de l'OTAN, des sondages « sortie des urnes » réalisés par des ONG financées par la NED/CIA et favorables à l'opposition, et une campagne de presse violemment russophobe au sein de l'Union européenne. Le parlementaire états-unien Ron E. Paul est même allé plus loin. Selon lui, l'une des ONG les plus actives sur le terrain, l'International Center for Policy Studies, est financé par le gouvernement états-unien via la Poland - America - Ukraine Cooperation Initiative (PAUCI), un organisme subventionné par l'USAID et administré par Freedom House [18]. Fondée par l'Open Society Institute, elle compte même Viktor Yushchenko au sein de son conseil consultatif. Pire, l'élu au Congrès met en cause une société de Relations publiques états-uniennes, Development Associates Inc., qui a reçu 100 millions de dollars du gouvernement états-unien, notamment pour gérer la communication de la

« *révolution orange* ™ » en Ukraine [19].

Un nouveau mode d'ingérence est ainsi en train de voir le jour. S'appuyant sur des éléments de la « société civile », il repose essentiellement sur la remise en cause du processus électoral et sur d'importantes campagnes de propagande visant à dénigrer les dirigeants dont Washington a décidé de se débarasser. Outre les deux exemples récents, le Venezuela, le Zimbabwe et la Biélorussie connaissent aujourd'hui des pressions similaires, pour l'instant sans succès. Un projet d'organisations spécialisées dans la surveillance d'élections, l'European Network of Election Monitoring Organizations (ENEMO) a vu le jour en septembre 2001. Ses partenaires donnent déjà un avant-goût des intérêts défendus : on y trouve, entre autres, l'OSCE, le National Democratic Institute et l'Open Society Institute. Dans ce dispositif, c'est aux ONG qu'il revient de jouer le rôle de catalyseur. Il y a dix ans, nombre d'entre elles avaient déjà été soupçonnées de se livrer, sous couvert d'action humanitaire, à des activités de renseignement en vue de préparer une intervention militaire. Aujourd'hui, le monde tourne à l'heure CNN. Ce qui compte n'est pas la réalité d'une révolution ou d'un coup d'État, mais l'image que l'on donne. C'est pour cela aussi que certaines organisations non-gouvernementales sont appelées aujourd'hui, non pas seulement à renseigner, mais à intervenir directement au sein des régimes, sur le modèle du cheval de Troie.

---

[1] Voir "L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA ", par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 4 janvier 2005.

[2] « When NGOs Attack : Implications of the Coup in Georgia », par Jacob Levich, *Counterpunch*, 6-7 décembre 2003.

[3] Voir « George Soros, spéculateur et philanthrope », *Voltaire*, 15 janvier 2004.

[4] Il n'en demeure pas moins que le généreux donateur dispose toujours d'un important moyen de pression sur l'organisation qu'il finance, celui de ne pas renouveler sa subvention. Une contrainte très réelle pour les ONG concernées, d'autant que l'Open Society Institute est aujourd'hui dans une situation inédite sur le « marché » de la philanthropie. Il est donc très important de conserver son approbation.

[5] Voir « AFL-CIO ou AFL-CIA ? », par Paul Labarique, *Voltaire*, 2 juin 2004 ; « L'AFL-CIO et la contre-insurrection syndicale », *Voltaire*, 11 juin 2004.

[6] « L'USAID et les réseaux terroristes de Bush » par Edgar Gonzales Ruiz, *Voltaire*, 17 août 2004.

[7] Depuis 2003, les États-Unis ont lancé un vaste projet d'aide aux pays en voie de développement au sein d'une nouvelle agence, la Millenium Challenge Corporation. Celle-ci exige des pays bénéficiaires qu'ils organisent la libéralisation de leur économie et son ouverture aux investisseurs étrangers. Elle réclame aussi d'importantes réformes politiques qui peuvent être apparentées à des changements de régimes. Voir « Millenium Challenge, colonialisme libéral », par Paul Labarique, *Voltaire*, 19 février 2004.

[8] « USAID Director Keeps an Eye on Long-Term Recovery », par Robin Wright, *Washington Post*, 6 janvier 2005.

[9] *Foreign Aid in the National Interest : Promoting Freedom, Security and Opportunity*, USAID, janvier 2003.

[10] « 'It looks disturbingly like a coup' », *The Guardian*, 25 novembre 2003.

[11] « US-Supported OTPOR now Ignites Ukraine », *Zaman*, 27 novembre 2004.

[12] « Washington dénonce l'élection en Géorgie et désavoue Chevardnadzé », par Christophe de Roquefeuil, AFP, 20 novembre 2003.

[13] Voir le site de l'USAID Géorgie.

[14] Voir « Médias audiovisuels : qui détient le 4ème pouvoir en Géorgie ? », par Célia Chauffour, *Regards sur l'Est*, n°35, janvier-mars 2004 .

[15] « Georgia human-rights organization accused of meddling », Zviad Pochkhua, *The World Paper*, 1er mai 2003.

[16] « Géorgie : la chaîne TV Rustavi 2 aux mains de l'ex-numéro 2 du ministère des Affaires étrangères », par Célia Chauffour, *Regards sur l'Est*, n°35, 13 octobre 2004

[17] Voir « Ukraine : la rue contre le peuple », *Voltaire*, 29 novembre 2004.

[18] « Freedom House : quand la liberté n'est qu'un slogan », *Voltaire*, 7 septembre 2004.

[19] « US Hypocrisy in Ukraine », Ron E. Paul Statements, 7 décembre 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Chaque jour, Tribunes libres internationales présente un résumé et une mise en perspective des principales analyses et prises de positions des décideurs mondiaux sur les relations internationales.

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Les difficiles nominations de l'administration Bush II

Analyse

Les nominations de l'équipe Bush II sont beaucoup plus difficiles que prévues. Après le retrait de Bernard B. Kerik et le refus de Joe Lieberman, les postes de secrétaire à la sécurité de la patrie et de directeur central du renseignement restent vacants.

La confirmation par le Sénat d'Alberto Gonzales comme Attorney general s'annonce sportive. Aussi le juge John Cornyn prend-il une fois de plus la défense de son ami dans le *Washington Times*. Une douzaine de prestigieux officiers supérieurs, dont l'ancien chef d'état-major interarmes John Shalikashvili, vient en effet d'écrire à la commission compétente du Sénat pour demander que cette nomination soit rejetée si le postulant ne s'engage pas à respecter le Code militaire. En arguant que les combattants irréguliers ne sont pas protégés par la Convention de Genève et qu'ils peuvent donc être torturés pendant les interrogatoires, M. Gonzales a mis les soldats états-uniens en danger. Ainsi que le rappellent ces officiers, le seul moyen de protéger ses propres hommes de la torture s'ils sont faits prisonniers est de s'interdire de la pratiquer sur ses propres prisonniers. Cependant, le juge Cornyn ne l'entend pas ainsi. Pour lui la fabuleuse carrière d'Alberto Gonzales est une nouvelle illustration du « rêve américain ». Il n'y a aucune raison d'avoir des égards particuliers pour des terroristes.

En outre, l'épreuve de force opposant Donald Rumsfeld à une partie des officiers supérieurs se poursuit et s'amplifie. Une large faction de l'US Air Force lui reproche ouvertement de refuser une dotation en F/A-22 Raptor et de chercher à imposer par tous les moyens le JSF/F-35, à la fois pour des raisons d'économie et pour renforcer la Coalition anglo-saxonne. L'Army, quant à elle, lui reproche de ne pas avoir suffisamment anticipé le bourbier irakien. Cette fois, c'est son vieil ami Newt Gingrich, l'ancien président de la Chambre des

représentants, qui se porte à son secours. Le bilan de Rumsfeld est excellent, écrit-il dans le *Christian Science Monitor*. Il faut continuer à lui faire confiance et l'épauler dans sa réforme du Pentagone face à des officiers arc-boutés à leurs privilèges.

Par ailleurs, la purge a commencé au département d'État et se poursuit à la CIA. On vient d'apprendre le remplacement du chef du service analyses qui s'ajoute aux quelques dizaines de rotations déjà effectuées en quelques semaines à la tête de l'agence. Haviland Smith, ancien chef de bureau de la CIA, déplore dans le *Washington Post* ce jeu de massacre. S'il est vrai que des agents du service des opérations clandestines et du service des analyses ont organisé des fuites dans la presse pour nuire à la campagne électorale de George W. Bush, alors Bush devenu président devait les sanctionner. Au lieu de cela, il a entrepris une punition collective qui désorganise une agence en première ligne dans la guerre au terrorisme.

À vrai dire, c'est toute la politique de l'administration Bush qui suscite la crainte. L'ancien conseiller de Ronald Reagan, Patrick J. Buchanan s'interroge dans *Antiwar.com* : qui a donné ordre à la NED de renverser les gouvernements alliés de la Russie en Serbie, en Géorgie, en Biélorussie et en Ukraine ? Soros, McCain, Albright et Woolsey agissent-ils en franc-tireurs ou George W. Bush a-t-il vraiment décidé de détruire l'acquis de ses prédécesseurs et de nous aliéner la Russie ?

Le pire est à venir : la NED a planifié une opération de changement de régime... en Russie, en 2008. Elle pousse pour le moment le joueur d'échecs Gary Kasparov et son Comité pour le libre-choix. C'est le moment des outrances sans imagination. Dans son rôle d'aspirant président, Kasparov dénonce dans le *Wall Street Journal* les mensonges de Vladimir V. Poutine, qu'il compare sans surprise à Hitler.

De son côté, l'ancien inspecteur en désarmement Scott Ritter observe avec stupéfaction dans le *Christian Science Monitor* le gouffre qui sépare le projet états-unien de bouclier anti-missile de la réalité technologique russe. L'administration Bush entend dépenser 800 à 1200 milliards de dollars dans la décennie à venir pour un système de défense capable de détruire en vol les SS-25 russes. Mais Moscou en est déjà aux SS-27 Topol-M, dont il vient de réussir les tests avec succès, et que le futur bouclier anti-missiles ne pourra pas intercepter. Il faut arrêter ce gâchis et renouer diplomatiquement au lieu de chercher l'affrontement.

Mais dans les États-Unis d'aujourd'hui, il y a de moins en moins de place pour le débat et la critique. L'éditorialiste Mattew Continetti s'en prend à la députée Cynthia McKinney, qu'il accuse de « conspirationnisme démocrate ». À la suite d'un de nos articles paru en Amérique latine, la jeune militante noire a eu le tort de s'interroger publiquement sur l'identité des bénéficiaires des spéculation boursières du 11 septembre 2001. Ses soupçons sur le Carlyle Group, fond de gestion commun des familles Bush et Ben Laden, en ont fait la bête noire des néo-conservateurs. Il lui est également reproché de soutenir le journaliste Michael Ruppert, selon lequel les attentats du 11 septembre ont été fomentés par des militaires US. Le *Weekly Standard* l'accuse donc d'anti-sémitisme (ce qui n'a rien à voir) et, à défaut de citations précises à lui reprocher, accuse son père d'anti-sémitisme. La chasse aux sorcières est ouverte.

Réseau Voltaire

John Cornyn

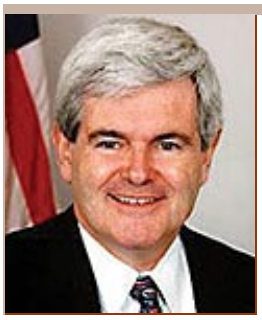
Ancien membre de la Cour suprême du Texas (1990-1997) et ancien Attorney général du Texas (1999-2002), John Cornyn est sénateur républicain du Texas. Il est président du Sous-Comité du Sénat sur la Constitution, les Droits civils et les Droits de la propriété.

« En défense du juge Gonzales »

Source : Washington Times
Référence : « In defense of Judge Gonzales », par John Cornyn, *Washington Times*, 4 janvier 2005.

La nomination du juge Alberto Gonzales au poste d'Attorney général, le premier d'origine hispanique, est une belle illustration du rêve américain. Pourtant, cette nomination suscite une opposition aussi bruyante qu'injustifiée.
M. Gonzales est le fils d'une famille immigrée modeste dont il a été le premier membre à aller à l'université. Après ses études à Rice puis Harvard, il rejoint un prestigieux cabinet de droit international où il attire l'attention du gouverneur du Texas. Il gravira les échelons jusqu'à devenir conseiller juridique du président à la Maison-Blanche et aujourd'hui aspirant Attorney général. Malgré ce parcours, les élites juridiques libérales et des groupes d'intérêt de Washington se sont attaqués à sa nomination en s'appuyant sur son travail dans la guerre au terrorisme. On lui reproche d'avoir refusé aux prisonniers d'Al Qaïda le statut de prisonniers de guerre bien qu'il ait insisté pour qu'ils soient traités humainement.
Pourtant, le statut des prisonniers d'Al Qaïda est conforme au droit : les hommes d'Al Qaïda n'ont pas les caractéristiques légales pour bénéficier de la protection de la Convention de Genève. La position du président est donc fondée sur le droit. Cela a été reconnu par de nombreux spécialistes juridiques tels Kenneth Anderson de l'Open Society Insitute et Tom Malinowski d'Human Right Watch. Reconnaître à ces hommes un statut de prisonniers de guerre nous priverait des possibilités d'interrogatoire jouant sur leur confort et ne permettrait pas d'isoler les plus dangereux.
Les opposants du juge Gonzales veulent-ils vraiment que les membres d'Al Qaïda soient mieux traités que les criminels américains ? Il ne faut pas affaiblir le droit international en accordant ce statut aux terroristes. Confirmer Gonzales à son poste serait un bon début dans ce sens.

Newt Gingrich



Ancien président de la Chambre des représentant, Newt Gingrich siège au Conseil consultatif de la politique de Défense. Il est membre de l'American Enterprise Institute et de la Hoover Institution, administrateur de la Fondation for the Defense of Democracies et fondateur du Center for Health Transformation. Il collabore à Fox News.

« Les critiques de Rumsfeld sont hors sujet »

Source : Christian Science Monitor
Référence : « Rumsfeld critics are off the mark », par Newt Gingrich, *Christian Science Monitor*, 28 décembre 2004.

Les attaques contre Donald Rumsfeld offrent une bonne opportunité de revenir sur son bilan pendant quatre ans. Peu de temps après avoir commencé son second mandat de secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld a exprimé clairement son intention de poursuivre la transformation de la machine bureaucratique du Pentagone pour en faire une force capable de faire face aux menaces du XXIème siècle.

Face à d'énormes oppositions internes, Rumsfeld commença toutefois à faire accepter, à partir de l'été 2001 à la bureaucratie de la défense que la Guerre froide était finie. Il amorça des négociations extraordinairement compliquées avec nos alliés pour déplacer des forces basées dans des positions obsolètes en Europe et en Extrême Orient. Huit mois seulement après sa prise de fonction, il fit face aux attentats du 11 septembre et conduisit avec succès la campagne en Afghanistan. Cela ne l'empêcha pas de réorganiser notre armée pour la rendre plus agile, plus flexible et plus à même de combattre un ennemi non-conventionnel. Un nouveau personnel civil est arrivé au Pentagone pour apporter un esprit plus novateur et pour remplacer les militaires dans certaines fonctions afin que ceux-ci se concentrent sur le combat.

Son action dans la guerre au terrorisme a permis de faire arrêter ou tuer les trois quarts des dirigeants d'Al Qaïda. L'invasion de l'Irak a été un succès, mené en 23 jours, et aujourd'hui Rumsfeld collabore avec John Negroponte pour aider les Irakiens à reprendre les rennes de leur pays.

Aujourd'hui, Rumsfeld est pourtant la cible de ceux qui s'opposent à l'implication états-unienne en Irak ou ne comprennent pas la difficulté de notre tâche là bas. Rumsfeld a un bilan brillant et sous son action 50 millions de personnes ont gagné une chance d'accéder à la liberté. Il ne doit pas être remplacé.

Haviland Smith

Haviland Smith est ancien chef de bureau de la CIA en Tchécoslovaquie (1958-1960), en Allemagne (1960-1963), au Liban (1966-1969) et en Iran (1969-1970). Il a dirigé les équipes anti-terroristes de l'agence.

« Une purge douteuse à la CIA »

Source : Washington Post
Référence : « Dubious Purge at the CIA », par Haviland Smith, *Washington Post*, 4 janvier 2005.

Porter Goss, un fidèle de George W. Bush, est arrivé à la tête de la CIA avec une garde prétorienne qui a secoué la CIA et repris en main les postes de direction des opérations clandestines. David Brooks, du *New York Times*, a déclaré qu'il s'agissait d'une guerre à mort entre la Maison-Blanche et la CIA et que l'agence a essayé de faire perdre George W. Bush pendant l'élection en organisant des fuites dérangeantes pour les Républicains. Il semble que ce soit vrai. Certains membres des services des opérations clandestines et des analystes de l'agence ont laissé filtrer des documents classés confidentiels. Ils auraient dû être poursuivis pour cela, mais l'administration Bush a préféré organiser une punition collective de la CIA.
La Maison-Blanche n'apprécie surtout pas que les officiers des services clandestins dénoncent sa politique au Proche-Orient et préfère les renvoyer plutôt que d'admettre que ces professionnels pourraient avoir raison. Il y a un an, tous les chefs de service ont envoyé au directeur de la CIA une lettre pour livrer leur analyse professionnelle de la situation, cela montrait leur bonne connaissance de la situation, mais il est probable que la Maison-Blanche n'a pas apprécié. L'agence est aujourd'hui punie pour avoir eu raison.
Goss est donc en train de s'attaquer à notre meilleure ligne de défense contre le terrorisme et c'est le pire moment pour le faire.

Patrick J. Buchanan

Patrick J. Buchanan a été assistant des présidents Nixon, Ford et Reagan. Il a brigué plusieurs fois l'investiture républicaine pour l'élection à la présidentielle avant de se

« Qui est en charge de la politique russe ? »

Source : Antiwar.Com
Référence : « Who's in Charge of Russia Policy ? », par Patrick J. Buchanan, *Antiwar.com*, 29 décembre 2004.

Les néo-conservateurs et leurs collaborateurs néo-libéraux de la croisade pour la démocratie vont-ils amener l'Amérique à une nouvelle confrontation avec la Russie, à une nouvelle Guerre froide ? Il semble que oui.
James Woolsey a présenté Vladimir Poutine comme un fasciste sur *Fox News* et Zbigniew Brzezinski a affirmé que Poutine était le « Mussolini de Moscou » dans le *Wall Street Journal*. Compte tenu des postes occupés par ces deux hommes par le passé, la Russie se sent légitimement menacée. Toutefois, ce ne

présenter indépendamment des deux grands partis états-uniens en 2000. Il dirige le magazine *The American Conservative*.

sont pas que les insultes qui font penser à la Russie que l'Amérique essaye de l'encercler et de l'isoler. Nous avons en effet dépensé des millions dans les ex-Républiques soviétiques pour abattre des régimes favorables à Moscou et en installer d'autres qui nous sont favorables et qui veulent rejoindre l'OTAN. D'après Matt Kelley, d'*Associated Press*, les États-Unis ont dépensé 65 millions de dollars sur deux ans en Ukraine pour renverser Kuchma et installer Viktor Yushchenko. La machine électorale états-unienne est parvenue à son but en Ukraine comme elle avait réussi en Serbie et en Géorgie, mais après avoir échoué en Biélorussie. Dans ce processus, on retrouve l'USAID, la National Endowment for Democracy, la Freedom House et les associations caritatives de George Soros. Derrière ces groupes on retrouve John McCain, Madeleine Albright et James Woolsey.

La Maison-Blanche leur a-t-elle donné le droit d'agir ? C'est ce que laisse entendre Michael McFaul, mais la Maison-Blanche dément. Comment réagirions nous si un pays étranger se mêlait de nos élections ? L'un des plus grands accomplissements de Ronald Reagan était d'être parvenu à l'amitié avec la Russie. Aujourd'hui, cela est gâché et il faut que le Congrès organise des auditions pour savoir quel rôle la NED a joué et quelle est la responsabilité de George W. Bush.

Gary Kasparov

Gary Kasparov est champion du monde d'échecs et président du Comité Free Choice 2008 en Russie.

« Dites le en Russe : "au risque de l'acheteur" »

Source : Wall Street Journal
Référence : « Say It in Russian : 'Caveat Emptor' », par Gary Kasparov, *Wall Street Journal*, 21 December 2004

Si l'Occident ne défend pas les Droits de l'homme et les libertés de base en Russie, il devrait au moins défendre la libre entreprise, mais la seule protestation contre la prise de contrôle de Yukos par Vladimir Poutine est venue d'une cour de justice du Texas.

Si vous voulez savoir ce qui va advenir en Russie, il vous suffit d'écouter Poutine et de vous préparer au contraire de ce qu'il dit tant il s'est spécialisé dans le double langage orwelien. Hitler avait pour mantra : « Nous voulons la paix » ; Poutine affirmait avant qu'il ne centralise encore davantage le pouvoir en annulant l'élection des gouverneurs de province, qu'il ne toucherait pas à la constitution. Aujourd'hui, en cas d'attaque terroriste, la constitution peut même être suspendue par le FSB. Au début de la crise de Beslan, Poutine avait déclaré que la vie des enfants était sa priorité, mais le lendemain les forces de sécurité passaient à l'assaut et des centaines d'enfants mourraient. De même, Poutine a affirmé qu'il ne plongerait pas Yukos dans la banqueroute.

Les soi-disant dirigeants du monde libre n'ont rien dit contre ces assauts contre la vérité. Peut-être craignent-ils de ne plus pouvoir rentrer en Russie. En effet, une loi récente interdit de délivrer un visa aux étrangers s'étant montré « discourtois » vis-à-vis de la Russie. Aujourd'hui, les entreprises occidentales Deutsche Bank AG, ABN Amro Holding NV, BNP Paribas SA, Dresdner

Kleinwort Wasserstein et J.P. Morgan Chase & Co aident Gazprom à prendre le contrôle de Yukos. C'est du racket. Les dirigeants de Yukos subissent la vendetta du Kremlin pour intimider les autres entrepreneurs. Quand on soutient une dictature, il ne faut pas être étonné de devoir en payer le prix quand celle-ci s'écroule sous le poids de son incompétence.
Il faut cesser de croire qu'on peut influencer Poutine, il faut lui dire non et dire non au fascisme.

Scott Ritter

Scott Ritter a été inspecteur en désarmement en Irak de 1991 à 1998 et chef de l'équipe de recherche sur les caches d'armes. Il s'est opposé à la guerre en Irak. Il est l'auteur de *Frontier Justice : Weapons of Mass Destruction and the Bushwhacking of America.*.

« Rude réveil pour le rêve de la défense anti-missile »

Source : Christian Science Monitor
Référence : « Rude awakening to missile-defense dream », par Scott Ritter, *Christian Science Monitor*, 4 janvier 2005.

La veille de Noël 2004, les Russes ont testé avec succès leur missile SS-27 Topol-M. Ce test d'un missile intercontinental a probablement invalidé tous les présupposés sur lesquels se fondent la technologie utilisée pour la défense anti-missile nationale et remet en cause la validité de l'approche de l'administration Bush sur le désarmement et la lutte contre la prolifération.
Entre 1988 et 1990, j'ai été inspecteur en armement en Russie et j'ai pu observer le SS-25. Les informations que nous avons collecté étaient transmises aux services de renseignement. Elles ont permis de mettre au point des technologies anti-missiles. En 1991, l'incapacité des États-Unis a arrêter les SCUD irakiens de Saddam Hussein a montré que malgré leur suprématie aérienne, ils étaient incapable d'intercepter des missiles tirés depuis des rampes de lancement mobiles. Cependant, dans le même temps, l'URSS s'effondrait et sa capacité balistique déclinait.
Quand l'administration Bush arriva au pouvoir, le programme anti-missile fut relancé en s'appuyant sur le système des SS-25 et en l'organisant autour de pointage laser spatial permettant de diriger des missiles anti-missiles. Cela devait permettre d'abattre les missiles en vol. Ce programme devrait coûter entre 800 et 1200 milliards de dollars d'ici 2015. Malheureusement, le SS-27 russe n'a pas les mêmes caractéristiques que le SS-25 et il échappe totalement au système mis en place. Le temps que les États-Unis s'adaptent, les Russes auront un nouveau système plus perfectionné.
Le problème est que l'administration Bush faisait confiance à son système et a, de ce fait, négligé la diplomatie. Il faut faire marche arrière et abandonner ce système.

Matthew Continetti

Matthew Continetti est journaliste au *Weekly Standard*.

« Cynthia McKinney (Conspirationiste-démocrate) »

Source : Weekly Standard
Référence : « Cynthia McKinney (D-Conspiracy) », par Matthew Continetti, *Weekly Standard*, 3 janvier 2005.

La prochaine représentante du quatrième district de Géorgie est Cynthia McKinney. Elle a déjà occupé ce poste pendant 10 ans entre 1992 et 2002 avant de perdre l'élection. Elle affirme que les grands médias et les Républicains se sont alliés pour la faire perdre en martelant des mensonges la concernant. Son père, Billy McKinney a une autre explication : pour lui, c'est la faute des juifs.
En fait, si elle a perdu en 2002, c'est qu'elle ne sait pas tenir sa langue.
En effet, après être apparue auprès de Louis Farrakhan, avoir dénoncé la globalisation et soutenu Robert Mugabe, elle a affirmé dans une interview en avril 2002 que bien qu'elle n'ait pas de preuves, elle était convaincue qu'une enquête démontrerait que des membres de l'administration Bush avaient profité personnellement des attentats du 11 septembre et qu'ils n'avaient pas tenu compte des avertissements concernant ces attentats. Ces accusations sont inexcusables tout comme le fait qu'elle ait été soutenue par des partisans du terrorisme. Mais pourquoi ce serait-elle empêchée de parler ? Elle avait déjà été très loin en 1996 sans que cela l'empêche d'être élue. À cette époque elle avait accusé le gouvernement états-unien d'être mêlé au trafic de drogue, Al Gore d'être raciste et dénoncé son adversaire dans l'élection comme un « néo-confédéré » (son père avait lui préféré le présenter comme un « juif raciste »).
En 2002 par contre, le souvenir du 11 septembre était encore vivace et elle perdit l'élection.
Malheureusement, le monde a changé en deux ans et il est plus accomodant vis-à-vis des théories fumeuses concernant George W. Bush. McKinney se présente également de façon plus modérée même si son conspirationisme et son racialisme remontent rapidement à la surface. En effet, elle est toujours liée au conspirationiste Michael Ruppert qui accuse le Carlyle Group, la famille Bush, la CIA et le Mossad d'être derrière les attentats du 11 septembre.
Aujourd'hui, McKinney, fière de sa victoire, affirme qu'on ne la fera pas taire.
Dommage !